

commis en infraction à ce même Code et aux mesures d'exécution d'office et de remise en état.

Quatre-vingt-cinq pour cent des sommes versées dans ce Fonds sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été constatée.

Quinze pour cent des sommes versées dans ce Fonds sont affectés aux frais de fonctionnement du service régional chargé de la procédure en matière d'amendes administratives du fait des infractions énumérées à l'article 300 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire. ».

Art. 4. L'article 313/8 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire est remplacé par la disposition suivante :

« Le produit des amendes administratives est versé dans le « Fonds de recherche, de constatation et de poursuite des infractions urbanistiques » visé à l'article 2, 20° de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires. ».

Art. 5. La présente ordonnance entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 2015

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Mme C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-121/1 Proposition d'ordonnance

A-121/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 3 juillet 2015

Wetboek uitgevoerde handelingen en werken, en voor de maatregelen ter ambtshalve tenuitvoerlegging en ter herstelling in de oorspronkelijke staat.

Vijfentachtig procent van de in dat Fonds gestorte bedragen wordt teruggestort aan de gemeente waar de overtreding werd vastgesteld.

Vijftien procent van de in dat Fonds gestorte bedragen wordt bestemd voor de werkingskosten van de gewestelijke dienst die belast is met de procedure inzake administratieve boetes voor de overtredingen die staan opgesomd in artikel 300 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening. ».

Art. 4. Artikel 313/8 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De opbrengst van de administratieve geldboetes wordt gestort in het « Fonds voor de opsporing, de vaststelling en de vervolging van de stedenbouwkundige overtredingen » bedoeld in artikel 2, 20° van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen. ».

Art. 5. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2015.

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Mevr. C. FREMAULT

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-121/1 Voorstel van ordonnantie

A-121/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 3 juli 2015

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31448]

9 JUILLET 2015. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

« 3° la loi du 15 mai 2007 : la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31448]

9 JULI 2015. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp wordt aangevuld met een 3° en een 4°, luidend als volgt :

« 3° de wet van 15 mei 2007 : de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

4° le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Art. 3. Dans les articles 5, 7, 8, 10 et 11 de la même ordonnance, les mots « l'Exécutif » sont à chaque fois remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 4. À l'article 5 de la même ordonnance, les mots « l'article 13 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile » sont remplacés par les mots « la législation et la réglementation fédérales applicables au Service d'incendie ».

Art. 5. L'article 6 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 4 mars 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le Service d'Incendie est dirigé par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint, sous l'autorité du Ministre ou du Secrétaire d'État qui a la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente dans ses attributions.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont, respectivement, l'officier-chef de service et l'officier-commandant en second, qui appartiennent à des rôles linguistiques différents.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint exercent leur fonction dans le cadre d'un mandat.

Le Gouvernement fixe le statut administratif du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint, sans préjudice de la réglementation fédérale relative à la sécurité civile et au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours qui lui est applicable. ».

Art. 6. Dans la même ordonnance, un article *6bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. Un coordinateur administratif, de même rang que le fonctionnaire dirigeant adjoint, exerce ses fonctions sous l'autorité du fonctionnaire dirigeant dans le cadre d'un mandat.

Ce coordinateur administratif est chargé de la gestion juridique, financière, et des ressources humaines du Service d'Incendie. Les décisions relevant de ces matières doivent lui être soumises préalablement pour avis.

Le Gouvernement détermine la procédure applicable aux décisions ayant fait l'objet d'un avis défavorable de la part du coordinateur. ».

Art. 7. À l'article 8 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « cadre » est remplacé par les mots « plan du personnel »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service d'incendie dans le respect de l'article 55 de ladite loi et de la réglementation fédérale relative à la sécurité civile et au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours qui lui est applicable. ».

Art. 8. L'article 10 de la même ordonnance est complété comme suit :

« 8. les moyens issus de la mise en œuvre de l'article 70 de la loi du 15 mai 2007. ».

Art. 9. La présente ordonnance entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 2015.

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET,

4° de Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. ».

Art. 3. In de artikelen 5, 7, 8, 10 en 11 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « de Executieve » telkens vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 4. In artikel 5 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « artikel 13 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming » vervangen door de woorden « de federale wetgeving en regelgeving van toepassing op de Brandweerdienst ».

Art. 5. Artikel 6 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd door de ordonnantie van 4 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Brandweerdienst wordt bestuurd door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, onder gezag van de Minister of Staatssecretaris bevoegd voor brandbestrijding en dringende medische hulp.

De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn, respectievelijk, de officier-dienstchef en de officier-tweede in bevel, die tot een verschillende taalrol behoren.

De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar oefenen hun functie uit in het kader van een mandaat.

De Regering bepaalt het administratief statuut van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar, onverminderd de federale regelgeving betreffende de civiele veiligheid en het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones die erop van toepassing is. ».

Art. 6. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel *6bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. Een administratieve coördinator, van dezelfde rang als de adjunct-leidend ambtenaar, oefent zijn functies uit onder het gezag van de leidend ambtenaar in het kader van een mandaat.

Deze administratieve coördinator wordt belast met het juridisch, financieel en personeelsbeleid van de Brandweerdienst. De beslissingen die onder deze materie vallen, moeten hem ter advies worden voorgelegd.

De Regering bepaalt de procedure van toepassing op de beslissingen die een ongunstig advies hebben gekregen van de coördinator. ».

Art. 7. In artikel 8 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de personeelsformatie » vervangen door de woorden « het personeelsplan »;

2° het 2^{de} lid wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van de Brandweerdienst met inachtneming van artikel 55 van genoemde wet en van de federale regelgeving betreffende de civiele veiligheid en het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones die erop van toepassing is. ».

Art. 8. Artikel 10 van dezelfde ordonnantie wordt als volgt aangevuld :

« 8. de middelen afkomstig uit de uitvoering van artikel 70 van de wet van 15 mei 2007. ».

Art. 9. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag bepaald door de Regering.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2015.

R. VERVOORT,

Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Mme C. FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée du Logement, de la Qualité de Vie,
de l'Environnement et de l'Énergie

Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-142/1 Projet d'ordonnance

A-142/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 3 juillet 2015

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Mevr. C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Huisvesting, Levenskwaliteit,
Leefmilieu en Energie

Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-142/1 Ontwerp van ordonnantie

A-142/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 3 juli 2015

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2015/15102]

Carrière extérieure. — Nominations

Par arrêté royal du 10 mai 2015, les stagiaires cités ci-après, classés par ordre alphabétique, sont nommés définitivement, à la date du 1^{er} avril 2015, dans la classe A2 de la carrière extérieure : Joris BECKERS, Frédéric CEUPPENS, Astrid de LAMINNE de BEX, Marie HEUTS, Aurélie KONEN, Delphine PERREMANS, Wim SCHALENBOURG, Griet SEURS, Ewout STOEFS et Sam VANUYTSEL.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2015/15102]

Buitenlandse carrière. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 10 mei 2015 worden de hierna vermelde stagiairs, alfabetisch gerangschikt, op datum van 1 april 2015, vast benoemd in de klasse A2 van de buitenlandse carrière: Joris BECKERS, Frédéric CEUPPENS, Astrid de LAMINNE de BEX, Marie HEUTS, Aurélie KONEN, Delphine PERREMANS, Wim SCHALENBOURG, Griet SEURS, Ewout STOEFS en Sam VANUYTSEL.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2015/15099]

Carrière extérieure. — Dispense de service

Par arrêté ministériel du 21 avril 2015, il est accordé à M. Filip VANDEN BULCKE une deuxième dispense de service pour une durée de 2 ans à partir du 1^{er} septembre 2015, afin de lui permettre de poursuivre la mission internationale de « Political Officer » au sein du Service Européen d'Action extérieure à New York.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2015/15099]

Buitenlandse carrière. — Dienstvrijstelling

Bij ministerieel besluit van 21 april 2015 wordt aan de heer Filip VANDEN BULCKE een tweede dienstvrijstelling toegekend voor een periode van twee jaar vanaf 1 september 2015 teneinde hem toe te laten de internationale opdracht als "Political Officer" voort te zetten bij de Europese Dienst voor Externe Actie te New York.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2015/15101]

Carrière extérieure. — Désignations

Par arrêté royal du 10 mai 2015, Mme Michèle DENEFFE est commissionnée comme Consul général de Belgique à Hong Kong, avec comme circonscription les régions de Hong Kong et Macao de la République populaire de Chine.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2015/15101]

Buitenlandse carrière. — Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 10 mei 2015 wordt Mevr. Michèle DENEFFE aangesteld tot Consul-Generaal van België te Hong Kong, met als ressort de regio's Hongkong en Macao van de Volksrepubliek China.

Par arrêté royal du 10 mai 2015, M. Charles DELOGNE est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur et Consul général de Belgique dans la République d'Angola et dans la République Démocratique de Sao Tomé et Príncipe, avec résidence principale à Luanda.

Il est commissionné comme Consul général de Belgique à Sao Paulo dans la République fédérative du Brésil, avec comme circonscription les Etats de Sao Paulo, de Paraná, de Santa Catarina, de Rio Grande do Sul et du Mato Grosso do Sul.

Bij koninklijk besluit van 10 mei 2015 wordt de heer Charles DELOGNE ontheven uit zijn functie van Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Republiek Angola en in de Democratische Republiek Sao Tomé en Príncipe, met standplaats te Luanda.

Hij wordt aangesteld tot Consul-Generaal van België te Sao Paulo in de Federale Republiek Brazilië, met als ressort de Staten Sao Paulo, Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul en Mato Grosso do Sul.